

Verbatim : la transcription du deuxième débat Obama-Romney

Le Monde.fr | 17.10.2012 à 11h03 • Mis à jour le 17.10.2012 à 13h05

Voici de larges extraits du deuxième débat entre les deux candidats à la présidentielle américaine, organisé mardi 16 octobre à l'université Hofstra, à New York. Barack Obama et Mitt Romney répondaient aux questions d'électeurs indépendants. Le débat était dirigé par la journaliste de CNN Candy Crowley.

Jeremy : J'ai vingt ans et je suis étudiant. J'entends dire de la part de mes professeurs et de mon entourage qu'une fois diplômé, j'aurai peu de chances de trouver un emploi. Que pouvez-vous dire pour me convaincre et pour convaincre mes parents que je pourrai devenir autonome une fois mon diplôme obtenu ?

Mitt Romney : Je sais ce qu'il faut faire pour que l'économie fonctionne. Le fait que la moitié des jeunes diplômés de cette année ne puisse pas obtenir un emploi correspondant à leur niveau d'études est inacceptable. Dans le même temps, vous avez de plus en plus de dettes sur votre dos. Donc, plus de dettes et moins d'emplois. Je vais changer cela. Je sais ce qu'il faut faire pour recréer des emplois. Je sais ce qu'il faut faire pour que vous puissiez avoir les opportunités que vous méritez. Ce ne sera pas comme ces quatre dernières années. La classe moyenne a été écrasée et les emplois ont été trop rares. Je sais ce qu'il faut faire pour les relancer et je vais le faire. Soyez sûr que quand vous serez diplômé, quand le serez-vous ?

Jeremy : En 2014.

M. Romney : Quand vous en terminerez en 2014, et je pense que je serai président, je ferai en sorte que vous puissiez avoir un emploi.

Barack Obama : Jeremy, tout d'abord votre avenir est radieux et le fait que vous vous investissiez pour une meilleure éducation est déterminant. Pas seulement pour vous, mais pour le pays tout entier. Maintenant, la chose la plus importante que nous puissions faire est de garantir la création d'emplois dans ce pays. Pas seulement des emplois, mais des emplois bien payés. Des emplois qui permettent de faire vivre une famille.

1) Je veux des emplois dans le secteur industriel. Quand le gouverneur Romney a dit que nous aurions dû laisser Detroit [l'industrie automobile] faire faillite, moi j'ai dit qu'il fallait parier sur les ouvriers américains et sur l'industrie automobile américaine, et elle est en train de renaître. Je veux faire cela pas seulement à Detroit mais dans tout le pays, ce qui veut dire que nous devons adapter notre fiscalité pour pouvoir inciter les entreprises à investir aux Etats-Unis et à y créer des emplois. Cela veut également dire que nous allons les aider pour exporter vers de nouveaux marchés dans le monde entier.

2) Il faut faire en sorte que nous ayons le meilleur système d'éducation du monde. Le fait que vous alliez à la faculté est très bien, mais je veux que chacun puisse avoir une bonne éducation. Nous avons travaillé dur pour que des prêts étudiants puissent être disponibles pour des gens comme vous, mais je veux également m'assurer que les établissements qui assurent les formations supérieures courtes puissent offrir des places aux employés pour se former aux métiers d'aujourd'hui et à ceux du futur.

3) Il faut que nous ayons le contrôle de notre propre énergie. Pas seulement le pétrole et le gaz naturel, secteurs dans lesquels nous sommes en train d'investir, mais également dans les sources d'énergie du futur. De ne pas penser seulement à l'année prochaine mais à l'échelle de dix ans, de vingt ans. C'est pourquoi nous investissons dans le solaire, l'éolien, les biocarburants et des voitures qui consomment peu.

Nous allons devoir réduire notre déficit, mais il faut le faire de manière équilibrée. En demandant aux riches de payer un peu plus, et avec des coupes, pour pouvoir investir dans l'éducation. Utilisons l'argent que nous avons dépensé pour la guerre au cours de cette dernière décennie pour rebâtir l'Amérique, des routes, des ponts, des écoles.

Candy Crowley : Que faire pour les chômeurs de longue durée qui ont besoin d'un emploi immédiatement ?

M. Romney : Dans ce pays, il y a 23 millions de personnes qui se battent pour trouver un emploi. Et une bonne partie d'entre eux, comme vous venez de le dire, ne travaillent plus depuis très, très, très longtemps. Les politiques du président ont été testées pendant ces quatre dernières années et elles n'ont pas permis aux Américains de retrouver un emploi. Il y a moins de personnes qui travaillent aujourd'hui que lorsque le président a pris ses fonctions. Le taux de chômage était alors de 7,8 %. Il est au même niveau maintenant, mais si vous le calculez en ajoutant les personnes qui sont sorties du système, il serait de 10,7 %.

Nous n'avons pas fait les progrès nécessaires pour remettre les gens au travail. C'est pourquoi je propose un plan en cinq points pour créer 12 millions d'emplois en quatre ans et augmenter les salaires. Il aidera Jeremy à trouver un emploi lorsqu'il terminera ses études et il aidera ceux qui sont aujourd'hui au chômage.

Une chose que le président a dite et que je veux que tout le monde comprenne. Il a dit que j'avais dit qu'il fallait laisser Detroit faire faillite. C'est exact. Mon plan était de laisser les entreprises suivre la procédure de faillite, comme 7-Eleven, Macy's, Condell Airlines, pour qu'elles puissent revenir plus fortes. Et je crois que c'était un processus nécessaire pour que ces entreprises se redressent et qu'elles puissent embaucher plus de gens. C'était précisément ce que j'avais recommandé et c'est finalement ce qui s'est produit.

M. Obama : Ce que dit le gouverneur Romney n'est pas exact. Il voulait que ces entreprises suivent la procédure de faillite sans leur donner la possibilité de survivre. Et nous aurions perdu un million d'emplois. Demandez aux dirigeants de General Motors et de Chrysler, dont certains sont républicains et même soutiennent le gouverneur Romney. Ils vous diront que sa prescription n'allait pas marcher.

Le gouverneur Romney dit qu'il a un plan en cinq points. Il n'a pas de plan en cinq points mais un plan en un seul point. Et ce plan est de faire en sorte que l'élite puisse disposer de ses propres règles. Cela a été sa philosophie dans le secteur privé, cela été sa philosophie comme gouverneur, et c'est sa philosophie comme candidat à la présidentielle. Vous pouvez faire beaucoup d'argent et payer des impôts à un taux moins élevé que celui qui gagne moins. Vous pouvez délocaliser et bénéficier d'exemptions fiscales pour cela. Vous pouvez investir dans une entreprise, lui faire déposer le bilan, licencier les employés, les priver de leurs retraites et faire toujours de l'argent. C'est exactement la philosophie qui a dominé la dernière décennie. Et c'est ce qui a pressuré les familles de la classe moyenne. Nous nous sommes battus pendant quatre ans pour sortir de cette pagaille. La dernière chose dont nous avons besoin est de retourner aux politiques qui nous y ont conduit.

Mary : Gouverneur Romney, vous avez dit que si vous étiez élu président

vous réduirez tous les taux d'imposition et que vous travaillerez avec le Congrès pour éliminer des déductions équivalentes. A quelles déductions pensez-vous ?

M. Romney : Vous avez tout à fait raison, je veux baisser les taux, simplifier le code fiscal, faire en sorte que la classe moyenne paie moins d'impôts. Je le veux parce que les contribuables aux revenus moyens ont été enterrés sous les impôts au cours de ces quatre dernières années. Pour cette tranche de la population, les revenus ont baissé de 4 300 dollars par famille, alors que la facture d'essence a augmenté de 2 000 dollars, les primes d'assurance de 2 500 dollars. Les prix de l'alimentation ont également augmenté, tout comme les prix des services. S'agissant des déductions, je vais les limiter, en particulier pour la tranche supérieure parce que je ne veux pas que les riches versent moins qu'aujourd'hui. Sous aucun prétexte je ne réduirai la part de ce qui est payé par les plus gros contribuables. Sous aucun prétexte je n'augmenterai les taxes sur la classe moyenne. Les dépenses du président, les emprunts du président, vont contraindre le pays à augmenter les impôts des Américains. Je ne laisserai pas faire ça. Je veux doter à nouveau le pays d'un budget équilibré et je vais réduire le fardeau fiscal pour les familles de la classe moyenne.

M. Obama : Il y a quatre ans j'avais dit que je diminuerai les impôts pour les classes moyennes et c'est ce que j'ai fait. J'avais dit que je diminuerai les impôts pour les petites entreprises, les moteurs de la croissance, et on l'a fait 18 fois. Et je veux continuer dans ces deux directions.

Ce que j'avais dit également c'était que si nous étions sérieux à propos de la réduction du déficit c'était qu'en plus de coupes sévères dans les dépenses, il faudrait faire en sorte que les riches paient un peu plus. Le gouverneur Romney a une approche différente. Interrogé sur le fait que lui, qui gagne 20 millions de dollars par an, bénéficie d'un taux d'imposition inférieur à celui d'une infirmière ou d'un chauffeur de bus qui, eux ne gagnent que 50 000 dollars par an, il dit qu'il trouve cela juste et qu'il pense que c'est ce qui permet à l'économie de croître. Je suis en parfait désaccord avec lui sur ce point.

Je pense que l'économie progresse quand il existe des crédits d'impôt qui permettent d'envoyer vos enfants à l'université, quand la petite entreprise bénéficie de crédits d'impôt pour embaucher ceux qui ont combattu pour notre pays. Pendant la primaire républicaine le gouverneur Romney a dit : *"je vais réduire les impôts pour tout le monde"*, y compris le pourcentage des revenus les plus élevés, vous devriez le croire.

M. Romney : Vous avez écouté ce que j'ai dit de mon plan impôts : je ne réduirai pas les impôts pour les riches mais pour les revenus moyens. Pour moi, c'est pour l'emploi. Nous avons eu 43 mois avec un taux de chômage supérieur à 8 %,

nous avons 23 millions d'Américains qui luttent pour trouver un emploi, 3,5 millions de femmes vivant dans la pauvreté de plus que lorsque le président a pris ses fonctions. On n'a pas à vivre comme ça.

M. Obama : Le gouverneur Romney veut baisser les taux d'imposition pour tout le monde. Avec tout ce qu'il propose de revoir par ailleurs, cela coûtera 5 000 milliards de dollars. Il veut aussi dépenser 2 000 milliards en programmes de défense, alors même que les militaires ne le demandent pas. Cela fait 7 000 milliards. Il veut aussi poursuivre les coupes fiscales de Bush pour les plus riches, cela fait 8 000 milliards. Maintenant il dit qu'il veut s'assurer que cela ne va pas aggraver le déficit et qu'il va baisser les impôts pour les classes moyennes. Mais quand on lui demande comment il va faire, quelles niches, quelles déductions il va supprimer, il ne peut pas répondre.

Le gouverneur Romney a été un investisseur à succès. Si quelqu'un était venu vous voir, gouverneur, pour vous dire : *"je veux dépenser 7 ou 8 000 milliards, il va falloir payer pour cela, mais je ne pourrais vous dire comment qu'après l'élection"*, vous n'auriez pas accepté un tel marché et le peuple américain devait en faire autant parce que cela ne tient pas debout.

Susan Katz : **Gouverneur Romney, je suis une électrice indécise parce que je suis déçue du manque d'avancées ces quatre dernières années. Cependant, j'attribue une grande partie des difficultés économiques des Etats-Unis et de ses problèmes sur la scène internationale aux ratés et aux bévues de l'administration Bush. Vous et le président George W. Bush êtes tous deux des républicains, et je crains, si vous gagnez cette élection, un retour à ses politiques. Comment vous distinguez-vous de lui ?**

M. Romney : Le président Bush et moi-même sommes des personnes différentes. La période est différente. C'est pour cela que mon programme en cinq points diffère de ce qu'il aurait fait.

Par exemple, nous pouvons aujourd'hui, grâce au progrès technologique, avoir accès à toute l'énergie dont nous avons besoin sans avoir à demander aux Arabes, aux Vénézuéliens ou à qui que ce soit. Ce n'était pas le cas à l'époque, et c'est pourquoi ma politique se fonde sur une action déterminée pour garantir notre sécurité énergétique.

Deuxièmement, le commerce. Je vais sévir contre les Chinois, ce que le président Bush n'a pas fait. Et améliorer radicalement nos relations commerciales avec l'Amérique latine. Celles-ci augmentent régulièrement de 12 % par an. Je veux signer plus d'accords de libre-échange pour développer ces relations commerciales.

Troisièmement, je vais maintenir un budget équilibré. Le président Bush ne l'a pas

fait.

Et enfin, le soutien aux petites entreprises. Notre parti s'est trop longtemps focalisé sur les grosses. Je viens du monde des petites entreprises. Je sais combien il est dur de lancer une petite affaire. C'est pourquoi tout ce que je ferai aura pour objectif d'aider la petite entreprise à croître et à créer des emplois. Je veux lui offrir des impôts bas. Je veux que les organismes de contrôle comprennent que leur mission est de les aider, pas de les étouffer.

M. Obama : Quand le gouverneur Romney affirme qu'il a une vision économique très différente, rappelons que la pièce maîtresse de son plan consiste en réductions d'impôts. Ce sont ces politiques qui nous ont fait passer d'un budget bénéficiaire à un déficit.

Quand il parle de durcir le ton vis-à-vis de la Chine, rappelez-vous que le gouverneur Romney a investi dans des entreprises qui ont été des pionnières dans la délocalisation vers la Chine, et investit actuellement dans des entreprises qui fabriquent du matériel de surveillance permettant à la Chine d'espionner ses propres citoyens. Gouverneur, vous êtes le dernier à pouvoir vous montrer dur avec la Chine.

Il y a une dernière chose que je veux ajouter. Vous savez, il y a des points sur lesquels le gouverneur Romney est différent de George Bush. George Bush n'a pas proposé de faire de Medicare (assurance médicale d'Etat pour les retraités) un système de bons (destinés à encourager l'assurance privée). George Bush a entrepris une réforme complète de l'immigration. Il n'a pas demandé le retour volontaire des immigrés. George Bush n'a jamais proposé de couper le financement du planning familial.

Il y a des différences entre George Bush et le gouverneur Romney, mais elles ne se trouvent pas dans le domaine économique. D'une certaine façon, le gouverneur Romney a adopté des positions plus extrêmes sur les politiques sociales. Et je crois que c'est une erreur. Ce n'est pas comme cela que l'on va redresser notre économie.

Michael Jones : Monsieur le président, j'ai voté pour vous en 2008. Qu'avez-vous fait pour gagner mon vote en 2012 ?

M. Obama : Nous avons traversé quatre années difficiles. Il n'y a aucun doute là-dessus.

Mais il y a quatre ans, j'ai dit aux Américains – je vous ai dit – que je diminuerais les impôts pour les familles de la classe moyenne. Je l'ai fait.

Je vous ai dit que je diminuerais les taxes pour les PME. Je l'ai fait.

J'ai dit que j'arrêterais la guerre en Irak, et je l'ai fait.

J'ai dit que nous nous concentrerions à nouveau sur ceux qui nous ont vraiment attaqués le 11-Septembre, et nous avons poursuivi les dirigeants d'Al-Qaida et Oussama Ben Laden est mort.

J'ai dit que nous mettrions en place une réforme du système de santé empêchant les compagnies d'assurances privées de vous mener en bateau et vous offrant l'accès à une assurance santé à un coût raisonnable. Je l'ai fait.

Je me suis engagé à freiner les excès de Wall Street, et nous avons adopté les réformes les plus dures depuis les années 1930. Nous avons créé cinq millions d'emplois. Et sauvé l'industrie automobile qui était sur le point de s'effondrer.

Cela veut-il dire que vous n'avez pas à vous battre ? Absolument pas. Beaucoup d'entre nous doivent se battre.

M. Romney : Je crois que c'est vous qui savez le mieux. Vous savez que ces quatre dernières années n'ont pas été aussi bonnes que le président l'a dit et vous doutez que les quatre prochaines années soient meilleures.

Si vous deviez élire le président Obama, vous savez à quoi vous attendre : une réédition de ces quatre dernières années. Nous ne pouvons pas nous le permettre.

Ce président n'a pas été capable de faire ce qu'il avait promis. Le président veut bien faire. Mais les politiques qu'il a menées – depuis Obamacare (nom donné à la généralisation de l'assurance-maladie) jusqu'à Dood-Frank (principal volet législatif de la réforme du marché financier engagée après la crise des subprimes), en passant par sa politique fiscale et ses mesures de régulation –, n'ont pas permis à l'économie de redémarrer et de croître comme elle aurait pu le faire.

Le président a essayé, mais ses politiques ont échoué. C'est un bon orateur pour décrire ses plans et sa vision. Formidable ! Sauf que nous avons un bilan à analyser. Et ce bilan montre qu'il n'a pas été capable de réduire le déficit, d'engager les réformes assurant l'avenir de Medicare et de l'aide sociale, ni de nous assurer les rentrées supplémentaires dont nous avons besoin. Le revenu médian a diminué de 4 300 dollars par famille et 23 millions d'Américains sont sans emploi. C'est de cela dont il est question dans cette élection. Il s'agit de savoir qui peut assurer à la classe moyenne de ce pays un avenir radieux et prospère et offrir à nos enfants l'espoir et l'optimisme qu'ils méritent.

Kerry Ladka : Je m'appelle Kerry Ladka. J'ai parlé de la Libye avec des amis de la société Global Telecom Supply à Minneola hier. Nous avons pris connaissance de rapports disant que le département d'Etat a refusé de

renforcer la sécurité de notre consulat à Benghazi, avant les attaques qui ont tué quatre Américains. Qui a refusé ce renforcement de sécurité et pourquoi ?

Barack Obama : Laissez-moi avant toute chose parler de nos diplomates, qui font un travail incroyable dans un contexte très dangereux. Ils ne sont pas seulement les représentants des Etats-Unis, ils sont mes représentants. Je les connais, je connais leurs familles. Personne n'est plus concerné par leur sécurité que moi. Dès que nous avons appris que le consulat de Benghazi était envahi, j'étais au téléphone avec mon équipe dédiée à la sécurité nationale et je leur ai donné trois instructions. Premièrement, renforcer notre sécurité et les procédures, dans chaque ambassade et consulat de la région. Deuxièmement, enquêter sur ce qui est arrivé, pour s'assurer que les responsables aient des comptes à rendre et que cela ne se reproduise plus. Troisièmement, trouver qui a fait cela et les traquer, car l'une des choses que j'ai dite au cours de mon mandat est que quand des gens s'en prennent aux Etats-Unis, on les poursuit.

Le gouverneur Mitt Romney a une réponse différente. Alors que nous étions encore en train de nous occuper de nos diplomates menacés, il a publié un communiqué de presse, pour marquer des points politiques. Ce n'est pas comme cela qu'opère un commandant en chef. Vous ne pouvez pas transformer la sécurité nationale en affaire politique. Surtout pas au moment où cela arrive. Tout le monde n'est pas d'accord avec certaines des décisions que j'ai prises. Mais, en matière de sécurité nationale, je pèse mes mots. J'ai dit que je mettrais un terme à la guerre en Irak et je l'ai fait. J'ai dit que nous poursuivrions Al-Qaida et Ben Laden, nous l'avons fait. J'ai dit que nous irions vers une sortie d'Afghanistan et que nous ferions en sorte que les Afghans soient responsables de leur propre sécurité et, c'est ce que je suis en train de faire. Je suis, en dernier recours, responsable de ce qui se passe là-bas car ce sont mes hommes et car je suis celui qui doit accueillir les cercueils de nos hommes quand ils arrivent. Vous savez que je pense ce que je dis.

Mitt Romney : Le président vient de dire à juste titre que la responsabilité lui revient et qu'il assume la responsabilité de son échec à assurer cette sécurité. Ces choses arrivent de temps en temps. Je ressens une profonde compassion envers les familles de ceux qui ont perdu un être cher. D'autres questions étaient liées à cette tragédie. Plusieurs jours ont passé avant que nous sachions s'il était question de manifestation spontanée ou d'attaque terroriste.

Or, ce n'était pas une manifestation. Il s'agissait d'une attaque terroriste et il a fallu un long moment pour que ce soit dit au peuple américain. Etait-ce une tromperie ou était-ce juste parce que nous ne savions pas ce qui était arrivé ? On est en droit de se demander pourquoi nous ne le savions pas cinq jours plus tard, quand l'ambassadeur auprès des Nations unies est apparu à la télévision pour dire que

c'était une manifestation. Comment se peut-il que nous n'ayons pas su ?

Plus troublant que cela encore, le jour qui a suivi l'assassinat de l'ambassadeur des Etats-Unis, une première depuis 1979, le président s'est envolé pour Las Vegas pour une collecte de fonds. Le jour suivant, il était dans le Colorado pour un autre événement politique. Les actions prises par un président - et chef - ont une importance symbolique et même une signification matérielle dès lors que ce temps aurait pu être consacré à appeler les témoins.

Cela pose la question de la politique du président au Moyen-Orient. Regardez ce qui arrive en Syrie, en Egypte et maintenant en Libye. Voyez la distance qui nous sépare d'Israël. Le président avait dit, lors de son élection, qu'il allait éclaircir nos relations avec Israël. Aujourd'hui, l'Iran est quatre années plus proche de l'acquisition de la bombe nucléaire. La Syrie n'est pas uniquement une tragédie pour les 30 000 civils tués par l'armée. C'est aussi un enjeu stratégique majeur pour les Etats-Unis. La politique du président au Moyen-Orient a débuté par une tournée d'excuses et s'est poursuivie par une stratégie de suivisme, qui se dévoile à nous.

Candy Crowley : M. le Président, votre secrétaire d'Etat a dit qu'elle assumait l'entière responsabilité de l'attaque contre la mission diplomatique à Benghazi. La responsabilité incombe-t-elle à votre secrétaire d'Etat dans cette affaire ?

Barack Obama : Hillary Clinton a fait un travail exceptionnel. Mais elle travaille pour moi. Je suis le président et je suis toujours responsable et c'est en cela que je suis plus que quiconque intéressé à découvrir ce qui s'est exactement passé.

Le jour qui a suivi l'attaque, gouverneur, j'étais dans la roseraie [de la Maison Blanche] et j'ai dit au peuple américain et au monde entier que je découvrirai ce qui s'est réellement passé. Que c'était un acte de terreur. J'ai également dit que nous traquerions les auteurs de ce crime. Plusieurs jours après, j'ai accueilli les cercueils qui arrivaient à la base militaire aérienne d'Andrews, partageant le deuil avec les familles. Suggérer qu'une personne de mon équipe, qu'il s'agisse de la secrétaire d'Etat, de notre ambassadrice à l'ONU, ou de qui que ce soit, ferait de la politique politicienne ou trompe le monde au moment où nous avons perdu quatre des nôtres, gouverneur, c'est insultant. Ce n'est pas ce que nous faisons. Ce n'est pas ce que je fais en tant que président, ce n'est pas ce que je fais en tant que commandant en chef.

Mitt Romney : Il est intéressant que le président dise qu'au lendemain de l'attaque, il a dit dans la roseraie que cela était un acte de terreur.

Barack Obama : C'est ce que j'ai dit.

Mitt Romney : Vous avez dit dans la roseraie, au lendemain de l'attaque, que c'était un acte terroriste et non une manifestation spontanée, c'est ce que vous avez dit ?

Barack Obama : Poursuivez, gouverneur.

Mitt Romney : Je veux être certain que nous enregistrons cela car il a fallu 14 jours au président pour appeler l'attaque de Benghazi un acte terroriste.

Barack Obama : Procurez-vous le verbatim.

Candy Crowley : Il l'a effectivement dit : "*Laissez-moi appeler cela un acte terroriste*".

Barack Obama : Pouvez-vous répéter cela plus fort, Candy ?

Candy Crowley : Il l'a qualifié d'acte terroriste. Cela a également pris deux semaines environ pour évacuer la piste qu'il s'agissait d'une émeute contre la vidéo. Vous avez raison sur ce point.

Carol Goldberg : Les délocalisations ont des conséquences négatives sur notre économie. Quels sont vos plans pour ramener et garder les emplois ici aux Etats-Unis ?

M. Romney : L'endroit où nos emplois manufacturés ont été délocalisés, c'est la Chine. La Chine est maintenant le pays manufacturier le plus important du monde. Autrefois, c'était les Etats-Unis d'Amérique. Beaucoup de gens ont perdu leur travail. Un demi million d'emplois a été perdu au cours des quatre dernières années. Une des raisons de cet exode est que les gens pensent qu'il est plus rentable dans certains cas de délocaliser que de rester ici. En tant que président, je ferai en sorte qu'il soit plus intéressant pour les entreprises de revenir en Amérique.

C'est de cette façon que nous allons créer des emplois dans ce pays. Ce n'est pas en disant que nous allons prendre de l'argent aux gens et embaucher de nouveaux fonctionnaires, augmenter les taxes, mettre en place plus de régulation.

Un gouvernement interventionniste n'a jamais marché ici, ni nulle part. Je veux faire de l'Amérique l'endroit le plus attractif pour les entrepreneurs pour investir et se développer en Amérique.

Maintenant, nous devons nous assurer que les nations avec lesquelles nous faisons du commerce respectent les règles. Et la Chine ne les respecte pas. Notamment en gardant artificiellement sa monnaie dévaluée. Ce qui permet de vendre leurs marchandises à bas prix. Nous perdons des ventes. Et à produit égal fabriqué aux Etats-Unis, nous ne sommes pas compétitifs. La Chine a manipulé

sa monnaie depuis des années en la laissant dévaluée. Et le président occupe la place légitime pour dénoncer cela, ce qu'il a toujours refusé de faire.

Dès mon premier jour de présidence, je dénoncerai la Chine, ce qui me permettra de mettre en place, si nécessaire, des droits de douane là où je considère la concurrence déloyale pour nos manufacturiers.

Cependant, je ne considère pas que la clé pour ramener les emplois sur notre sol consiste uniquement à trouver un bouc-émissaire et à punir ceux qui ne respectent pas les règles, mais c'est surtout de faire de l'Amérique le pays le plus attractifs au monde.

C'est pourquoi je veux diminuer les taux de prélèvements sur les PME et l'industrie, afin que les employeurs veuillent être ici. Le Canada taxe maintenant ses entreprises à hauteur de 15 %. Nous, à 35 %. Donc si vous souhaitez monter une entreprise, où le feriez-vous ? Nous devons être compétitifs si nous voulons créer des emplois.

Les régulations ont quadruplé sous cette présidence. Je m'adresse aux petits entrepreneurs de ce pays. Ils disent : "*Nous nous sentons attaqués par notre propre gouvernement.*" Je veux m'assurer que ceux qui établissent les règlements encouragent les petites entreprises, au lieu de les écraser. Et nul doute que l'Obamacare a été un énorme frein à l'embauche.

Ma priorité est l'embauche. Si plus de gens ont un travail, les revenus augmenteront de nouveau. La raison pour laquelle les revenus sont si faibles, c'est le chômage très élevé. Je sais ce qu'il faut faire pour que cela arrive, et mon plan le réalisera. Notamment en s'assurant que la Chine respecte les règles.

M. Obama : Oui, il faut créer des emplois. Et nous sommes d'accord sur la nécessité d'abaisser notre taux de prélèvement sur les entreprises qui est trop élevé. Mais nous ne sommes pas d'accord sur la façon d'y parvenir. Je veux mettre fin aux niches fiscales qui permettent aux entreprises de déduire leurs frais quand elles se délocalisent en Chine. Cela leur permet de ne pas être taxé tout en bénéficiant d'avantages fiscaux dans le pays où elles sont installées. Tous ces changements fiscaux feraient une différence.

Le gouverneur Romney, lui, veut augmenter ces réductions. L'une des ses grandes idées consiste à dire que si vous investissez à l'étranger, vous faites des profits et vous n'avez pas à payer d'impôts aux Etats-Unis.

Mais si vous créez une PME, une petite entreprise familiale ou une grosse entreprise ici, vous devez même payer l'impôt réduit dont parle le gouverneur Romney.

Et ce programme est censé créer 800 000 nouveaux emplois. Le problème est

que ce sera en Chine, en Inde, ou en Allemagne.

Ce n'est pas comme ça que nous allons créer des emplois ici. Ce n'est pas juste en changeant le code fiscal, mais en doublant nos exportations. Et nous sommes sur cette voie, l'un de mes engagements de président. Cela crée des dizaines de milliers d'emplois à travers tout le pays. C'est pourquoi nous avons soutenu les échanges commerciaux, mais les échanges qui soient bénéfiques aux travailleurs et aux entreprises américains.

Le gouverneur Romney parle de la Chine. Mais dans son activité privée, l'entreprise du gouverneur a investi dans ce que l'on a appelé les pionniers de la délocalisation.

Quant à la manipulation de la monnaie chinoise, le taux de change a été réévalué de 11% depuis le début de ma présidence car nous avons exercé une forte pression sur la Chine au niveau des échanges commerciaux, comme jamais auparavant. C'est pourquoi les exportations ont significativement augmenté sous mon mandat. Ce qui va permettre de créer des emplois.

Mme Crowley : Les iPad, Macs et autres iPhones sont tous fabriqués en Chine. Principalement parce que le coût du travail y est plus bas. Comment comptez-vous convaincre une grande entreprise américaine de ramener ses emplois manufacturiers ici ?

M. Romney : La réponse est très simple. Nous pouvons concurrencer n'importe qui dans le monde tant que nous jouons sur un terrain égalitaire. La Chine triche depuis des années. D'abord en gardant sa monnaie basse. Ensuite en volant notre propriété intellectuelle ; nos designs, nos brevets, notre technologie. Il y a même de faux Apple stores en Chine, qui vendent des produits contrefaits. Ils piratent nos ordinateurs. Il faudra que les gens jouent à égalité, selon les mêmes règles, pour commencer. Ensuite, il faut faire de l'Amérique l'endroit le plus attractif pour les entrepreneurs. C'est ce qui crée des emplois. Et la présentation de mon plan fiscal par le président est totalement erronée.

Candy Crowley : Mais nous ne pouvons pas avoir des salaires comme là-bas.

M. Obama : Candy, il y a effectivement des emplois qu'on ne pourra rapatrier. Parce qu'ils sont peu qualifiés et très basement rémunérés. Moi je veux de hauts salaires et des emplois hautement qualifiés. C'est pourquoi nous devons mettre l'accent sur l'industrie, et l'industrie de pointe. Nous devons donc avoir les meilleurs scientifiques et chercheurs du monde. Et lorsque nous parlons de déficits, si nous les augmentons en réduisant les impôts de gens qui n'en ont pas besoin, et réduisons les investissements dans la recherche scientifique qui créera le prochain Apple, la prochaine innovation qui vendra des produits dans le monde entier, nous perdrons cette course.

Si nous ne formons pas nos ingénieurs pour ce pays, les entreprises ne s'installeront pas ici. Ces investissements sont la clé qui nous permettra de continuer à diriger l'économie mondiale, pas seulement dans un an mais pour les 10, 50, 100 prochaines années.

M. Romney : Le gouvernement ne crée pas d'emplois.

Barry Green : **Bonjour gouverneur. Je pense que c'est une question difficile. Pour vous deux. Quelle serait selon vous la perception la plus inexacte que les Américains ont de vous ? A l'aide d'exemples concrets, pourriez-vous profiter de cette occasion pour la dissiper et nous éclairer ?**

M. Romney : Pendant les campagnes, certains attaquent parfois plus les personnes qu'ils ne présentent de programme. Au cours de celle-ci, je pense que le président a essayé de me faire passer pour quelqu'un de bien différent de celui que je suis.

Je me préoccupe de tous les Américains. Je veux que chacun d'eux ait un avenir radieux et prospère. Je me préoccupe des enfants. Je sais ce qu'il faut faire pour redonner à l'Amérique un avenir radieux et prospère. J'ai fait ma carrière dans le secteur privé, pas dans le gouvernement. Je suis quelqu'un qui veut faire profiter tous les Américains de son expérience.

Ma passion provient sans doute de ma foi en Dieu. Et de ma croyance que nous sommes tous ses enfants. Je crois que nous sommes responsables les uns des autres. J'ai servi comme missionnaire pour mon Église et j'ai été pasteur pendant dix ans. J'ai côtoyé des gens sans emploi et cherché avec eux des moyens de s'en sortir dans ces temps difficiles.

J'ai rejoint l'organisation des Jeux olympiques pour les remettre sur les rails. En tant que gouverneur du Massachusetts, j'ai fait en sorte que tous les enfants et 98 % des adultes soient assurés. Nos écoles ont été classées au premier rang de la nation, offrant ainsi à tous nos enfants l'opportunité d'un bel avenir.

Je peux remettre ce pays sur les rails. Nous ne sommes pas obligés de nous résoudre aux difficultés que nous traversons. A l'essence à 4 dollars le gallon. A un taux de chômage chroniquement élevé. A 47 millions d'Américains bénéficiant de bons alimentaires. A 50% de jeunes sans travail à la sortie de l'université. A 23 millions de chômeurs luttant pour trouver un emploi.

Si je deviens président, je remettrai l'Amérique au travail. Je nous mettrai sur la voie d'un budget équilibré. Le président ne l'a pas fait. Je réformerai le Medicare et l'aide sociale de façon à les préserver pour les générations futures. Le président avait annoncé qu'il le ferait. Mais ça n'a pas été le cas. J'augmenterai nos revenus.

D'ailleurs, j'ai déjà fait tout cela quand j'étais gouverneur.

M. Obama : Barry, je pense que durant cette campagne comme au cours des quatre dernières années, on a beaucoup prétendu que, selon moi, c'est au gouvernement de créer des emplois et que la réponse, c'est celle-là.

Ce n'est pas ce que je crois. Je crois que la libre entreprise est la meilleure voie de prospérité que le monde ait connue.

Je crois à l'indépendance et à l'initiative personnelle et à la récompense pour ceux qui prennent des risques. Mais je pense aussi que tout le monde a le droit à des règles équitables de commerce, parce que c'est ainsi que notre économie croît. C'est ainsi que l'on construit la plus grande classe moyenne du monde. Et c'est en partie ce qui est en jeu dans cette élection. Nous avons une vision fondamentalement différente de la façon de faire avancer notre pays.

Je pense que le gouverneur Romney est un homme bon. Qui aime sa famille, et est très fervent. Mais je crois aussi que lorsqu'il dit en privé que 47% des Américains se considèrent comme des victimes et refusent toute responsabilité personnelle, il faut penser à ceux dont il parle.

Des bénéficiaires de l'aide sociale qui ont travaillé toute leur vie. Des anciens combattants qui se sont sacrifiés pour ce pays. Des étudiants qui essaient avec espoir de faire avancer leurs rêves et ceux du pays. Des soldats qui se battent actuellement sur des fronts lointains. Des gens qui travaillent dur chaque jour, payent leurs impôts, les taxes sur l'essence, mais n'ont pas assez de revenus. Et je veux me battre pour eux. Comme je l'ai fait au cours des quatre dernières années. Car s'ils réussissent, c'est tout le pays qui réussit.

Mon grand-père a combattu pendant la seconde guerre mondiale, il est rentré et le GI Bill (la loi pour la réinsertion des anciens combattants) lui a permis d'aller à l'université. Il ne s'agissait pas d'une aumône, mais de quelque chose qui a permis de faire progresser le pays entier. Je veux que les générations futures bénéficient des mêmes chances. C'est pourquoi je me présente pour un nouveau mandat et vous demande de voter pour moi.

[>> Lire également Barack Obama à l'offensive face à Mitt Romney \(E](#)

http://abonnes.lemonde.fr/elections-americaines/article/2012/10/17/barack-obama-a-l-offensive-face-a-mitt-romney_1776693_829254.html

Les élections américaines

